

Berne reparle des gains immobiliers

FINANCES FÉDÉRALES Faut-il chercher de nouvelles recettes ou serrer la vis des dépenses? La remise sur la table d'un impôt fédéral sur les plus-values immobilières ravive les divisions au moment de l'examen du plan d'allègement budgétaire

FANNY SCUDERI, BERNE

La publication lundi d'un article du *Tages-Anzeiger*, titré: «Keller-Sutter a abandonné un projet de taxe d'un milliard de dollars qui avait été largement salué par les économistes» a relancé le débat sur les recettes fiscales de la Confédération. Le moment est opportun: le plan d'allègement budgétaire (PAB) est examiné par le Conseil national.

Jusqu'ici, la ministre des Finances PLR Karin Keller-Sutter a répété que la Confédération souffre avant tout d'un problème de dépenses, et non de recettes. Dans cette logique, le Conseil fédéral a principalement retenu du rapport Gaillard des mesures d'économies, écartant les pistes de nouvelles recettes, à l'exception d'une taxation de la prévoyance professionnelle, vivement contestée au parlement.

Freiner avant tout les dépenses

Or, selon le *Tages-Anzeiger*, alors que le Conseil fédéral envisage d'augmenter la TVA de plus d'un point pour financer l'armement et la 13e rente AVS, une autre option existe: taxer les plus-values immobilières au niveau fédéral, comme le font déjà cantons et communes. Le rapport Gaillard cite cette mesure parmi les rares leviers sur les recettes, estimant qu'elle aurait moins d'effets négatifs sur les incitations à travailler ou à épargner qu'une hausse des impôts existants.

Interrogé, le Département fédéral des finances rappelle toutefois que, bien que cette option ait été étudiée dans le cadre du PAB27, le groupe d'experts a recommandé de combler les déficits en priorité

par «des mesures au niveau des dépenses.»

Le débat sur cet impôt pourrait néanmoins rebondir au parlement. La conseillère nationale socialiste Ursula Zybach a déposé une demande de réexamen à la Commission des finances. «Nous examinons le plan d'économie, et on ne parle que de dépenses, pas de recettes. Pourtant, on voit bien que nous avons un problème avec les recettes: le Conseil fédéral veut augmenter la TVA pour obtenir de nouvelles entrées fiscales!»

Le PS refuse une hausse de la TVA pour financer certaines dépenses militaires, telles que les F-35, mais se montre plus ouvert pour la 13e rente AVS. «Le peuple ne voudra jamais payer une armée sans stratégie sensée. Quant à l'AVS, à la fin, la classe moyenne est gagnante», affirme le vice-président du parti, Samuel Bendahan.

A droite, l'UDC Thomas Hostettler maintient que les économies doivent primer. Il nuance toutefois: «On sait qu'il faudra financer cette 13e rente. Il faut trouver la solution la plus praticable, et la TVA fera probablement partie du paquet.»

La TVA, «une solution de facilité»

La proposition de Martin Pfister d'augmenter la TVA pour financer l'armement lui paraît en revanche «une solution de facilité». «Faire passer les charges de l'armée par la TVA n'est pas idéal. Il vaudrait mieux réduire les dépenses de l'administration», estime l'élu jurassien. S'agissant de l'imposition des bénéfices immobiliers, ceux-ci sont déjà taxés dans son canton: «C'est un impôt assez juste, dont on peut

discuter le taux. Mais si la Confédération s'en empare, elle risque d'empiéter sur les recettes des cantons et des communes.» Sa ligne reste inchangée: des économies d'abord. «Une hausse d'un point de TVA ne peut être envisagée qu'en dernier recours, car il faudra la justifier devant le peuple. La Confédération a vécu dans un confort financier que, comme Jurassien, je n'ai jamais connu.»

Reto Nause, conseiller national du Centre, a un tout autre avis: «Nous avons besoin de 30 milliards supplémentaires pour la Défense. Pour respecter le frein à l'endettement, il ne faut pas seulement le plan d'allègement budgétaire mais aussi de nouvelles recettes», défend-il. Lui prône un mélange de mesures: TVA, impôt sur le gain immobilier et mesures d'économies.

De son côté, la sénatrice PLR Johanna Gapany rappelle que les recettes sont solides et que le vrai défi reste la maîtrise des dépenses. Selon elle, ni une hausse de la TVA ni un nouvel impôt immobilier ne régleront durablement le problème. Pour l'élu PLR, il s'agit avant tout de «déterminer des priorités» avant de toucher à la TVA dont «l'impact sur le coût de la vie est très élevé». «Si nous ne sommes pas capables de financer la sécurité nationale, compétence ultime de la Confédération, par la caisse fédérale, nous cassons la logique de financement du pays», assène-t-elle.

Entre contrainte budgétaire et nouvelles recettes, le débat ne fait que commencer. Il pourrait bien s'inviter dans les urnes: toute hausse de la TVA devra être soumise au peuple. ■



Jusqu'ici, la conseillère fédérale chargée des Finances, Karin Keller-Sutter, a répété que la Confédération souffrait avant tout d'un problème de dépenses, et non de recettes. (PALAIS FÉDÉRAL, BERNE, SEPTEMBRE 2025/FABIAN HUGO POUR LE TEMPS)